

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 03/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING NORD EST

11 TE INDUSTRIELLE
BP 1
68320 Kunheim

Références : IC-R/0186/24-AL/MC
Code AIOT : 0005101540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING NORD EST implanté BP 110 60130 Saint-Just-en-Chaussée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING NORD EST
- BP 110 60130 Saint-Just-en-Chaussée
- Code AIOT : 0005101540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DS SMITH PACKAGING est spécialisée, sur son site de Saint Just en Chaussée, dans la fabrication du carton ondulé multicouche. Le collage des couvertures et cannelures se fait avec de la colle fabriquée à partir d'amidon. Le carton est ensuite découpé et imprimé sur des machines multicolours.

L'arrêté préfectoral du 10/01/2003 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 21/09/2011 et 19/03/2021 réglementent les activités de la société DS SMITH PACKAGING. Un arrêté préfectoral complémentaire du 05/07/2013 régularise la situation administrative du site.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	PC 4 : Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 1 : installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article 6.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	PC 2 : plan d'intervention	AP Complémentaire du 10/01/2003, article 9.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	PC 3 : Vérification	Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.2.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de constats de non-conformité portant sur la thématique incendie, la société CEPL a été mise en demeure par arrêté du 22 septembre 2022 de mettre en place les actions correctives afin de se rendre conforme aux prescriptions visées.

Les actions mises en place par l'exploitant et décrites dans le présent rapport permettent de justifier du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 septembre 2022.

Il est donc proposé à madame la Préfète d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité.

Des éléments complémentaires sont demandés à l'exploitant afin de statuer sur la conformité des extincteurs, des colonnes d'eau de refroidissement et du système de sprinklage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article 6.1

Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur, notamment dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives.</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 septembre 2022 :</p> <p>La société DS SMITH PACKAGING exploitant un établissement de fabrication d'emballages en carton ondulé sur le territoire de la commune de Saint Just en Chaussée est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 en mettant aux normes les installations électriques du site et en fournissant un Q18 dans lequel il est mentionné que les installations électriques du site ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie et d'explosion dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Par courrier du 30 janvier 2024, l'exploitant a transmis un Q18 daté du 26 janvier 2024 réalisé par la société Bureau Veritas. Il est mentionné que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques s'est déroulé du 19 au 26 janvier 2024. Sur le rapport de contrôle, il est mentionné 121 observations dont 80 nouvelles. L'exploitant a transmis par mail du 5 avril 2024 un fichier informatique reprenant les observations issues du rapport de contrôle de 2024. Ce fichier permet de suivre la levée de ces observations.</p> <p>Au vu des éléments transmis, l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 22 septembre 2022 peut être levé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : L'exploitant continuera le suivi des 121 observations mentionnées dans le rapport de contrôle des installations électriques de 2024 afin de mettre aux normes les installations électriques du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC 2 : plan d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2003, article 9.3

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2022

Prescription contrôlée :

Un plan d'intervention est établi sous la responsabilité de l'exploitant en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le plan est mis à jour en tant que de besoin et notamment avant chaque modification notable.

Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 septembre 2022 :

La société DS SMITH PACKAGING exploitant un établissement de fabrication d'emballages en carton ondulé sur le territoire de la commune de Saint Just en Chaussée est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 en mettant à jour le plan d'intervention du site dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Par courrier du 21 décembre 2022, l'exploitant mentionne avoir échangé avec le Commandant Chatel le 13 octobre 2022. Ce dernier mentionne que "l'évolution de l'organisation des stockages dans l'entrepôt n'a aucune incidence sur les moyens engagés par le SDIS a priori pour un sinistre intéressant l'entrepôt ; en effet, la grille d'échelonnement des moyens définie initialement considérait a priori un feu généralisé des volumes (sous réserve qu'il n'y ait pas de modification de la nature des stockages)".

La nature des stockages n'ayant pas évolué au niveau du bâtiment annexe, le plan d'attaque défini par le Colonel Grégoire et le Commandant Lalouette du service prévision du SDIS Oise lors de l'élaboration du Plan d'Opération Interne reste en vigueur.

En parallèle, un passage en revue du POI est en cours. Sa révision sera partagée auprès des autorités et centres de secours dès que finalisée (délai prévu : 28/02/2023).

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré avoir intégré le plan d'intervention au POI. L'exploitant a

présenté ces éléments lors de la visite. Les documents ont été mis à jour le 7 mars 2024.
Au vu des éléments transmis, l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 22 septembre 2022 peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC 3 : Vérification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité font l'objet d'une inscription sur un registre mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date et la nature des vérifications ; - la personne ou l'organisme chargé de la vérification ; - le motif de la vérification ; - les non-conformités constatées et les suites données à celles-ci. <p>Un contrôle approfondi des équipements dévolus à la sécurité est effectué au moins annuellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté son registre. Ce dernier est conforme aux prescriptions de l'article III.2.6 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC 4 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2003, article III.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre.</p> <p>Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent au minimum pour le bâtiment principal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir, répartis sur tout le site, bien visibles et toujours facilement accessibles, à raison d'au moins : 63 extincteurs à poudre 4 extincteurs à poudre sur roues 47 extincteurs à eau

30 extincteurs au CO2

11 petits extincteurs au CO2 de 2 kg

- 15 robinets d'incendie armés (RIA) protégés du gel. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées ;

- une installation d'extinction automatique dotée de 2 pompes associées à deux réserves de capacité totale 3000 m3. Les agents extincteurs sont adaptés aux installations et produits mis en œuvre et définis sous la responsabilité de l'exploitant. Ces systèmes d'extinction sont soumis à un programme de tests de fonctionnement et de maintenance ;

- quatre postes d'aspiration pour engins de lutte contre l'incendie, implantés sur les abords des réserves d'eau ;

10 bouches ou poteaux d'incendie, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés ;

- le matériel spécifique (véhicule de première intervention, motopompe, dévidoir, lances, tuyaux, ARI, etc.) nécessaire à l'équipe de première intervention en cas de déclenchement d'incendie.

Les moyens suivants permettent d'assurer la protection du bâtiment annexe de stockage de produits finis :

- au moins 3 bouches ou poteaux d'incendie, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés ;

- 4 robinets d'incendie armés (RIA) ;

- des extincteurs en nombre suffisant ;

- une installation d'extinction automatique.

Afin de limiter les conséquences d'un incendie, les réservoirs de fioul lourd, la citerne de GPL, ainsi que le cyclone sont équipés d'une couronne d'eau de refroidissement.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté, d'après les éléments du POI, que le site dispose :

- de 53 extincteurs à poudre ;
- de 4 extincteurs à poudre sur roues ;
- de 237 extincteurs à eau ;
- de 110 extincteurs au CO2 ;
- de 21 RIA.

L'exploitant doit disposer d'au moins 63 extincteurs à poudre. Il en manque donc 10.

L'exploitant a transmis par mail du 3 avril 2024 un bon de commande pour 10 extincteurs à poudre de 6 kg auprès de la société SCUTUM Incendie.

Les extincteurs sont contrôlés annuellement par la société SCUTUM Incendie. Le dernier contrôle a eu lieu le 21 juillet 2023. La maintenance a lieu lors du contrôle.

Les RIA sont contrôlés annuellement en interne par les pompiers du site et ont été contrôlés le 2 décembre 2023. Il existe une feuille de suivi pour le contrôle des RIA qui est complétée par les

pompiers.

Les prescriptions sur les réserves en eau de capacité de 3000 m³ et les postes d'aspiration ont fait l'objet d'une inspection le 27 mars 2024. Ces points sont suivis et cette visite a donné lieu à un arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence suite aux travaux de maintenance sur les réserves d'eau d'incendie. Cet arrêté a été signé le 4 avril 2024.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le compte rendu de vérification semestrielle du système sprinkleur du 9 juin 2023 établi par la société Tyco. Il y est mentionné 9 points de non-conformité susceptibles de mettre en échec le système. L'exploitant a transmis par mail du 5 avril 2024 le dernier compte rendu de vérification semestrielle du système sprinkleur du 11 mars 2024 établi par la société Tyco. Il y est mentionné 3 points de non-conformité susceptibles de mettre en échec le système et 3 point de non-conformités à lever au plus vite.

Deux des points de non-conformité susceptibles de mettre en échec le système sont liés aux travaux de maintenance sur les réserves d'eau d'incendie (groupe moto pompe diesel et bassin) pour lesquels un arrêté de mise en demeure a déjà été signé le 4 avril 2024. L'exploitant mentionne que le 3ème point de non-conformité concernant le poste 5 a été levé en interne par la société DS SMITH.

13 poteaux incendie sont présents sur le site. Ils sont testés annuellement par les pompiers interne du site. La feuille de suivi des contrôles mentionne qu'en 2023 : 2 poteaux ont été contrôlé en juin et 13 poteaux en décembre.

Il a été constaté lors de la visite, la présence d'un véhicule tout usage (VTU), d'un véhicule de première intervention (VPI), d'une moto pompe de 60 m³/h, de dévidoirs, de lances, de tuyaux, de 4 ARI.

Concernant le bâtiment annexe de stockage de produits finis, il a été constaté 3 poteaux incendie, 4 RIA, des extincteurs et une installation d'extinction automatique.

Les réservoirs de fioul lourd ont fait l'objet d'une déclaration de cessation d'activité partielle le 14 mai 2013. Ces cuves ont fait l'objet d'une opération de pompage de fuel résiduel, de nettoyage et de dégazage en 2010. Elle sont désormais employées comme cuves de confinement des eaux de station d'épuration.

La citerne de GPL est équipée d'une couronne d'eau de refroidissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatifs : il est demandé à l'exploitant de transmettre :

- des éléments (fiche travaux ou autre) attestant de la réparation de la fuite sur le réseau du poste 5 et de la bonne réception des 10 extincteurs à poudre de 6 kg ;
- les justificatifs de mise en place d'une colonne d'eau de refroidissement sur le cyclone;
- les derniers rapports de contrôle sur les couronnes d'eau de refroidissement de la citerne GPL et du cyclone ;

sous 10 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 10 jours